

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/BFA/5

L/7631

30 juin 1994

Distribution limitée

(95-1849)

COMITE CONJOINT OMC/GATT DU BUDGET, DES FINANCES ET DE L'ADMINISTRATION

Le Comité conjoint OMC/GATT du budget, des finances et de l'administration s'est réuni le 29 juin 1995 et soumet les recommandations ci-après au Conseil général pour approbation.

1. Postes additionnels pour 1996

Après avoir examiné les propositions du Secrétariat en vue de recrutements pour l'année 1996 et entendu les Directeurs des Divisions concernées, le Comité recommande au Conseil général qu'il

- a) souligne que, tout en tenant compte des nouveaux sujets résultant des négociations du Cycle d'Uruguay, les priorités d'action de l'OMC à observer dans les recrutements 1996, telles qu'arrêtées par les Membres concernent:
 - les activités juridiques de l'Organisation;
 - les accessions;
 - l'assistance technique;
 - la traduction, le traitement documentaire et les statistiques et système d'information;
- b) demande au Secrétariat de respecter, de manière permanente, lors des recrutements, les lignes directrices suivantes:
 - définition, parmi les recrutements opérés, de ceux qui correspondent à une tâche de durée déterminée;
 - utilisation de l'intégralité de l'échelle de salaire, notamment par recrutement de jeunes diplômés aux niveaux inférieurs de la catégorie des administrateurs;
 - réduction du ratio actuel entre personnels de la catégorie des services généraux et de la catégorie des administrateurs, notamment en ce qui concerne le personnel secretarial;
 - recherche d'un équilibre général dans la composition du Secrétariat; et
 - rationalisation de la structure du Secrétariat en vue d'éliminer les recoupements ou duplications de tâches entre Divisions;
- c) autorise pour 1996 des recrutements dans la limite d'une allocation budgétaire de 500 000 FS pour 1995 (frais de prérecrutement) et de 7 800 000 FS pour 1996; à l'intérieur de cette enveloppe, le Secrétariat définira la satisfaction de ses besoins à la lumière, d'une part, des priorités et des lignes directrices fixées par le Conseil général et, d'autre part, de sa proposition (CRP(95)19 et Corr.1) qui constitue la contrainte supérieure en matière de postes et de répartition entre Divisions et catégories de personnel. Les fonds nécessaires pour 1995 seront financés en utilisant:

- i) premièrement, le solde éventuel du crédit de 300 000 FS¹ prévu dans le budget pour 1995 pour les dépenses imprévues;
- ii) deuxièmement, l'économie budgétaire globale qui pourrait être faite sur le budget ordinaire de 1995;
- iii) troisièmement, tout surplus effectif des revenus divers de 1995 par rapport aux estimations révisées de ces revenus;
- iv) le solde nécessaire pour couvrir ces dépenses additionnelles par un crédit du Fonds de roulement en application du paragraphe iii) b) des règles gérant ce Fonds.

Les fonds nécessaires pour 1996 seront inscrits au budget ordinaire pour cette année.

- d) **invite** le Secrétariat à rendre compte au Comité du budget et au Conseil général de la mise en oeuvre de cette décision, en particulier en ce qui concerne le respect des priorités et des lignes directrices, au plus tard lors de l'établissement du budget pour 1996, notamment par la présentation d'un tableau d'effectifs par grade précisant les recrutements engagés et identifiant, pour l'ensemble du personnel, les tâches de nature temporaire, leur durée et la date des recrutements effectués pour les satisfaire.
- e) **considère** que les recrutements proposés pour 1996 constituent la troisième phase de la mise à niveau du Secrétariat de l'OMC pour prendre en compte les résultats du Cycle d'Uruguay et la création de la nouvelle organisation, les deux premières ayant conduit à la consolidation de 45 postes temporaires et la création de 21 postes, et qu'en conséquence, après la mise en oeuvre des recrutements 1996, une pause doit être exercée dans les recrutements dont la situation ne sera réexaminée qu'après la Conférence ministérielle de Singapour prévue en décembre 1996.

2. Procédure pour les décisions ayant des incidences financières qui peuvent être prises par les organes de l'OMC

Le Comité recommande que, lorsqu'ils examinent toute décision pouvant avoir des incidences financières pour l'OMC, les organes de l'OMC, avant de prendre une décision, en informent le Président du Comité du budget, des finances et de l'administration, en indiquant, dans la mesure du possible, les domaines de leur compétence dans lesquels des économies compensatoires pourraient être réalisées. Le Comité examinera alors les incidences financières et le financement proposé, y compris l'indication des activités existantes de l'OMC pour lesquelles des économies pourraient être réalisées pendant la première année de démarrage et pendant la ou les années suivantes d'exécution, et transmettra ces renseignements au Conseil général. En ayant pleinement connaissance des incidences financières et du financement proposé, le Conseil général prendra alors une décision définitive.

Le Comité recommande en outre que le Président du Conseil général en informe les présidents de tous les organes de l'OMC.

¹Le crédit pour dépenses imprévues ayant déjà été partiellement engagé pour le salaire et les frais annexes du nouveau poste d'un Directeur général adjoint et pour les besoins additionnels d'assistance temporaire pour la traduction et sténographie (WT/BFA/4-L/7629, paragraphes 9 et 13).

3. Rapport financier du Directeur général sur les comptes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce pour 1994 et rapport du vérificateur extérieur des comptes

Le Comité recommande que le Conseil général approuve les comptes vérifiés pour 1994 et transmette au vérificateur extérieur des comptes ses remerciements pour son aide précieuse dans la vérification de ces comptes.

4. Nouvelle base de calcul des contributions au budget du GATT/de l'OMC

Le Comité recommande que suit, à partir du budget de 1996,

- a) la contribution de chaque partie contractante/Membre au budget de fonctionnement annuel du GATT/de l'OMC soit établie sur la base du commerce international (importations plus exportations) de ce pays (ou territoire douanier distinct) par rapport au commerce international total de toutes les parties contractantes au GATT/de tous les Membres de l'OMC;
- b) les chiffres utilisés soient ceux des trois dernières années pour lesquelles des données sont disponibles;
- c) les statistiques utilisées portent sur le commerce des marchandises² et des services et sur les droits de propriété intellectuelle et soient celles qui figurent dans les statistiques du Fonds monétaire international (FMI) relatives à la balance des paiements; pour ce qui est des services, que les statistiques soient fondées sur la définition des services commerciaux appliquée à l'OMC;
- d) dans les cas où les données du FMI s'écartent des directives du FMI³ et incluent des transactions qui ne sont pas liées aux marchandises, aux services ou aux droits de propriété intellectuelle, le Secrétariat prenne en compte les ajustements communiqués à l'OMC par la Banque centrale ou le Bureau statistique national d'une partie contractante/d'un Membre lorsque ces ajustements sont dûment étayés par des documents et justifiés;
- e) s'il n'y a pas de données du FMI, le Secrétariat de l'OMC utilise des estimations fondées sur les meilleures autres sources disponibles;
- f) une contribution minimale de 0,03 pour cent soit appliquée aux parties contractantes/Membres dont la part dans le commerce international total de toutes les parties contractantes au GATT/de tous les Membres de l'OMC est inférieure à 0,03 pour cent.

Le Comité recommande en outre que le Comité du budget, des finances et de l'administration de l'OMC entreprenne un examen complet du fonctionnement du nouveau système trois ans après son introduction.

²A l'exclusion de l'or détenu comme réserve de valeur (banques créatrices de monnaie).

³Manuel de la balance des paiements, 5ème édition, Fonds monétaire international.